Un programme européen à destination de l'Algérie a récemment fait l'objet d'une polémique. Il s'agit d'une mesure visant à "***soutenir la société civile dans la promotion des réformes démocratiques et le respect des droits de l'homme en Algérie***
".

Dans la section "**Objectifs du programme et priorités**" du document, on peut lire:

Au titre de l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH) institué pour la période **2014-2020**, l'Union européenne fournit une aide au développement et à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'au respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont les **objectifs généraux** sont les suivants :

a) soutenir, à développer et à consolider la démocratie dans les pays tiers, en renforçant la démocratie participative et représentative, en consolidant le cycle démocratique dans son ensemble, en particulier en renforçant le rôle actif joué par la société civile au sein de ce cycle, ainsi que l'État de droit, et en améliorant la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale de l'Union;

b) renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels qu'ils sont proclamés dans la déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies et dans les autres instruments internationaux et régionaux en matière de droits de l'homme, et à renforcer leur protection, leur promotion, leur mise en œuvre et leur suivi, essentiellement par un soutien aux organisations concernées de la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme et aux victimes de la répression ou d'exactions.

Le document peut être lu dans son intégralité en cliquant sur le lien ci-dessous:

[illegible]union-européenne-offre-jusqua-150-000-euros-aux-algerie[illegible]